

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 2734

[C — 2001/27523]

18 JUILLET 2001. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 4 juillet 2000 conclu entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie sociale (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Il est porté assentiment à l'accord de coopération du 4 juillet 2000 conclu entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie sociale.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 18 juillet 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

—
Note

(1) *Session 2000-2001.*

Documents du Conseil régional wallon, 251 (2000-2001) N° 1.

Compte rendu intégral, séance publique du 18 juillet 2001. Discussion - Vote.

ANNEXE

Accord de coopération entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie sociale

Vu l'article 35 de la Constitution et sa disposition transitoire;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment l'article 92bis, § 1^{er};

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 de réformes institutionnelles, notamment les articles 4, 6 et 92bis, § 1^{er}, modifiés par la loi du 8 août 1988;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 42;

Vu la loi de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone du 31 décembre 1983, modifiée par la loi du 18 juillet 1990, notamment l'article 55bis;

Vu l'avis n° 3 concernant l'économie sociale émis par le Conseil supérieur pour l'Emploi en date du 7 décembre 1998;

Vu les directives européennes d'emploi pour l'an 2000 et notamment la directive 12;

Vu l'accord gouvernemental fédéral du 14 juillet 1999;

Vu l'accord gouvernemental flamand du 13 juillet 1999 qui plaide pour le développement de l'économie sociale en vertu d'un accord de coopération conclu avec les autorités fédérales;

Vu l'accord gouvernemental wallon du 15 juillet 1999;

Vu l'accord gouvernemental bruxellois du 14 juillet 1999;

Vu la déclaration gouvernementale de la Communauté germanophone du 6 septembre 1999 visant notamment à promouvoir l'économie sociale dans le cadre de son Pacte communautaire pour l'emploi et la formation;

Considérant que l'Etat, la Communauté germanophone et les Régions estiment que le développement d'une économie sociale doit être envisagé dans la perspective du développement d'une économie solidaire;

Considérant que cet accord de coopération souligne tout d'abord la valeur des initiatives combinant des objectifs sociaux et une dynamique économique, que la priorité est accordée aux initiatives prises en faveur de l'insertion socioprofessionnelle, par le biais du développement d'une activité économique, de demandeurs d'emploi connaissant des difficultés particulières pour se réinsérer et que d'autres principes, tels que le maintien ou le développement de la cohésion sociale et des relations durables avec l'environnement, sont mis en valeur;

Considérant que ces objectifs peuvent être appréhendés comme un défi important pour la vie économique dans sa totalité et que les pouvoirs publics peuvent dès lors encourager de telles initiatives par des mesures de soutien tout en veillant au respect des règles de la concurrence et en s'interdisant d'organiser une concurrence déloyale;

Considérant qu'au niveau du développement des services de proximité, notamment au niveau des services prestés aux ménages ou en vue de répondre à des besoins collectifs au niveau local, se créent d'importantes opportunités d'emplois;

Considérant que l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone peuvent et doivent soutenir des initiatives en ce sens dans le respect de leurs compétences respectives;

Considérant qu'il est dès lors souhaitable que l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone, dans le cadre d'une harmonisation mutuelle des dispositifs d'une mise en œuvre coordonnée des moyens budgétaires et d'une élaboration d'un programme de suivi précis des objectifs fixés, concluent un accord de coopération;

L'Etat fédéral, représenté par la Vice-Première Ministre, Ministre de l'Emploi et de l'Egalité des Chances, le Vice-Premier Ministre, Ministre du Budget, de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale et le Ministre de l'Economie, de la Recherche scientifique et de la Politique des Villes;

La Région flamande, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre de l'Emploi et du Tourisme et du Ministre de l'Economie, de l'Aménagement du Territoire et des Média;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles et de la Ministre de l'Emploi et de la Formation;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre de l'Emploi, de l'Economie, de l'Energie et de la Revitalisation des Quartiers;

La Communauté germanophone, représentée par son gouvernement, en la personne du Ministre-Président de la Communauté germanophone et Ministre de l'Emploi, de la Politique des Handicapés, des Média et des Sports,

Convient ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Objectifs généraux et champ d'application*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Il faut considérer l'économie dans sa globalité en y intégrant non seulement des objectifs économiques, mais aussi des objectifs sociaux, environnementaux et éthiques. Il est important de veiller à développer des projets qui mettent davantage l'accent sur des objectifs sociaux tels que l'accompagnement et l'intégration de publics particulièrement fragilisés. De nouveaux partenariats constructifs et le dialogue social sont des facteurs essentiels du développement d'une économie dite solidaire. Les trois piliers de l'économie solidaire qui seront soutenus par le biais de cet accord de coopération sont : l'économie sociale, l'esprit d'entreprise socialement responsable et les services de proximité.

§ 2. Les Régions, la Communauté germanophone et l'Etat fédéral s'engagent à associer leurs efforts sur le plan de la recherche, de la récolte des informations et de la promotion de l'économie solidaire et ce, en vue de :

1° poursuivre le développement d'initiatives et d'entreprises d'économie sociale qui respectent les principes de base suivants : la primauté du travail sur le capital, une autonomie de gestion, une finalité de service aux membres et à la collectivité plutôt que le profit, un processus décisionnel démocratique, un développement durable respectueux de l'environnement;

2° soutenir un esprit d'entreprise socialement responsable, à savoir une façon d'entreprendre qui vise à atteindre le succès économique dans le respect de la cohésion sociale et de l'équilibre écologique;

3° soutenir les services de proximité, notamment les services accomplis en vue d'améliorer les conditions de vie des citoyens ou de répondre à des besoins collectifs locaux à condition que le développement de ces services soit à la base de la création d'emplois stables et n'entraînent aucune autre forme d'exclusion ou de dualisation tant du marché de l'offre et de la demande que du marché du travail.

CHAPITRE II. — *Engagements communs*

Art. 2. § 1^{er}. Les parties contractantes s'engagent, dans le cadre de leurs compétences respectives, à prendre les mesures et à libérer des moyens en vue du développement des trois piliers cités à l'article 1^{er}.

§ 2. Lors du développement des trois piliers précités, les parties contractantes s'engagent à toujours considérer l'emploi à part entière et durable ainsi qu'un maximum de chances en faveur des groupes à risque, comme des objectifs à atteindre. Une attention particulière sera prêtée à l'intégration durable du groupe des minimexés et bénéficiaires de l'aide sociale.

C'est pourquoi les parties contractantes s'engagent à consentir un maximum d'efforts en vue d'atteindre une représentation proportionnelle du groupe des bénéficiaires du minimum de moyens d'existence dans l'ensemble des mesures en faveur de l'emploi.

§ 3. En exécution de cet accord de coopération, les parties contractantes s'engagent à doubler le nombre d'emplois pendant cette législature, dans les initiatives reconnues d'économie sociale par les autorités respectives sur la base des indicateurs développés par le Comité de concertation visé à l'article 5 du présent accord.

Art. 3. § 1^{er}. Pour chacun des engagements cités à l'article 2, des objectifs opérationnels tant quantitatifs que qualitatifs seront établis après une concertation entre, d'une part, les Régions et la Communauté germanophone et, d'autre part, les autorités fédérales. Ces objectifs seront régulièrement contrôlés et évalués.

§ 2. Toute autorité organise en son sein la concertation avec les partenaires sociaux en ce qui concerne les matières du présent accord de coopération.

Art. 4. Afin de réaliser les objectifs cités à l'article 3, § 1^{er}, les parties contractantes s'engagent à harmoniser au maximum les mesures fédérales et régionales pour que celles-ci se complètent et se renforcent. Les principes suivants seront d'application :

- Effectivité (est-ce qu'on a atteint l'objectif ou le groupe visé);
- Efficacité (analyse coûts-bénéfices);
- Simplicité (en ce qui concerne l'administration, les procédures, les modalités de paiement, la clarté,...) tant pour l'utilisateur que pour l'entreprise et les instances publiques;
- Transparence;
- Certitude (pas d'interprétations vagues, périodes d'application incertaines,...);
- Possibilités de suivi (« monitoring »);
- Complémentarité.

Art. 5. § 1^{er}. Les parties contractantes s'engagent, lors de la signature de cet accord, à créer rapidement le Comité interministériel de concertation pour l'Économie sociale, appelé ci-après le « Comité de concertation ».

§ 2. Le Comité de concertation est chargé de :

- l'exécution et du suivi de l'accord de coopération, en particulier en ce qui concerne la détermination et le suivi des objectifs qualitatifs et quantitatifs;
- l'évaluation des principes définis à l'article 4 et leur transposition dans des modalités d'exécution;
- l'évaluation de l'exécution et l'émission des avis relatifs à l'exécution de l'accord de coopération.

§ 3. Siègent dans le Comité de concertation :

- pour les autorités fédérales : le Ministre compétent pour l'économie sociale, la Ministre compétente pour l'emploi, le Ministre compétent pour l'économie; la Ministre compétente pour la politique de la consommation;
- pour les autorités flamandes : le Ministre compétent pour l'emploi, le Ministre compétent pour l'économie;
- pour les autorités wallonnes : la Ministre chargée de l'emploi et de la Formation et le Ministre compétent pour l'économie et l'économie sociale;
- pour les autorités bruxelloises : le Ministre compétent pour l'emploi et pour l'économie;
- pour les autorités germanophones : le Ministre compétent pour l'emploi.

§ 4. Le secrétariat et les frais de fonctionnement du Comité de concertation sont pris en charge par les autorités fédérales.

§ 5. Le Comité de concertation se réunira au moins quatre fois par an et fait directement rapport aux Gouvernements compétents.

Art. 6. § 1^{er}. En exécution de l'article 1^{er}, § 2, les parties contractantes s'engagent à collaborer pour recueillir et analyser les informations statistiques nécessaires à une meilleure connaissance de l'économie solidaire.

§ 2. Un groupe de travail, composé de représentants des parties contractantes, déterminera les modalités de cette collaboration.

Art. 7. § 1^{er}. En exécution de l'article 1^{er}, § 2, 1^o, les parties contractantes s'engagent à associer leurs efforts en vue de renforcer des initiatives de l'économie sociale. La collaboration visera à soutenir le développement pro-actif, si possible temporairement, de nouvelles entreprises d'économie sociale, à créer des centres d'incubation spécifiques, à soutenir leur management et à développer une politique d'information.

§ 2. En exécution de l'article 1^{er}, § 2, 2^o, les parties contractantes s'engagent à collaborer en vue de renforcer les aspects solidaires dans la vie économique : des projets volontaires d'innovation sociale et des expériences d'audit social pourront être soutenus dans les entreprises.

§ 3. Les parties contractantes se concerteront en vue de la mise en œuvre d'un mécanisme de soutien aux projets cités au § 2.

§ 4. Les parties contractantes, dans le cadre de la mise en œuvre de la réglementation concernant les services de proximités, s'engagent à mettre en place des incitants particuliers à l'appui des objectifs visés à l'article 1^{er}, § 2, 3^o, et à pourvoir à un financement supplémentaire afin de garantir l'accessibilité universelle des services prestés et de travailler uniquement avec les entreprises reconnues.

§ 5. En exécution de l'article 1^{er}, § 2, 3^o, et de l'article 2, § 2, les parties contractantes s'engagent à renforcer la collaboration structurelle entre les acteurs d'emploi locaux.

Art. 8. § 1^{er}. Dans les conditions fixées à l'article 9, les autorités fédérales prévoient pour l'année budgétaire 2000 un montant de 250 000 000 de BEF, au cofinancement des efforts communs à livrer avec les Régions concernées et la Communauté germanophone. La répartition est la suivante :

139 250 000 BEF ou 55,7 % de ces moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région flamande;

82 500 000 BEF ou 33 % de ces moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région wallonne;

25 000 000 BEF ou 10 % des moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région de Bruxelles-Capitale;

3 250 000 BEF ou 1,3 % de ces moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Communauté germanophone.

§ 2. Dans les conditions fixées à l'article 9, les autorités fédérales prévoient, pour l'année budgétaire 2001, 500 000 000 de BEF destinés au cofinancement des efforts communs à livrer avec les Régions concernées et la Communauté germanophone selon la répartition suivante :

278 500 000 BEF ou 55,7 % de ces moyens financiers sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région flamande;

165 000 000 BEF ou 33 % de ces moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région wallonne;

50 000 000 BEF ou 10 % de ces moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région de Bruxelles-Capitale;

6 500 000 BEF ou 1,3 % des moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Communauté germanophone.

§ 3. Sur la base des moyens fixés pour l'année budgétaire 2001 et en fonction des moyens budgétaires disponibles, un schéma financier sera établi pour la période 2002-2004. Une évaluation des effets de l'accord de coopération devra être effectuée avant toute négociation budgétaire ultérieure.

§ 4. Sans préjudice de ce qui a été fixé à l'article 9, § 3, les montants visés à l'article 8, § 1^{er}, § 2 et § 3, sont octroyés aux instances désignées, par les autorités concernées, par le biais de conventions séparées. Ces instances sont chargées de la gestion de ces moyens. Plusieurs conventions peuvent être conclues par autorité concernée.

§ 5. La distribution des moyens en faveur des actions décidées peut être revue, par les Régions ou la Communauté germanophone, avec l'accord du Ministre fédéral compétent pour l'économie sociale, à condition que la Région concernée ou la Communauté germanophone puisse démontrer que, grâce à cette révision, les objectifs visés à l'article 2, § 2 et § 3, pourront être atteints plus facilement.

Le cas échéant, les Régions concernées ou la Communauté germanophone soumettent aux autorités fédérales les modifications envisagées.

Art. 9. § 1^{er}. Pour la période 2000-2004, en vue du cofinancement des efforts communs, les Régions concernées et la Communauté germanophone prévoient annuellement un effort financier supplémentaire par rapport au budget 1999 qui est pour le moins égal au montant que les autorités fédérales accordent à l'exécution du programme commun, visé à l'article 8, § 4, chaque année, selon la clé de répartition fixée à l'article 8.

§ 2. Durant une année budgétaire de la période 2000-2004, le montant que les autorités fédérales accordent - selon la clé de répartition fixée à l'article 8 - en vue de cofinancer le programme commun visé à l'article 8, § 4, ne peut jamais être supérieur à l'effort réalisé par la Région concernée ou la Communauté germanophone durant cette année budgétaire.

Chaque année et, au plus tard, le 1^{er} juillet, les Régions et la Communauté germanophone communiquent aux autorités fédérales une prévision des moyens financiers qu'elles comptent affecter durant l'année budgétaire suivante.

§ 3. L'effort réalisé par la Région concernée ou la Communauté germanophone est contrôlé sur base des engagements effectivement réalisés.

Chaque année et, au plus tard, le 1^{er} mars, les Régions et la Communauté germanophone communiquent aux autorités fédérales un rapport relatif aux moyens financiers engagés durant l'année budgétaire précédente.

§ 4. Lorsque l'effort visé au § 3, pour une année budgétaire de la période précitée, est inférieur au montant prévu à l'article 9, § 1^{er}, les autorités fédérales peuvent diminuer, au cours de l'année budgétaire suivante, le montant visé à l'article 8, § 3, à concurrence de la différence entre ce dernier et l'effort prévu à l'article 9, § 3, sauf si la Région concernée ou la Communauté germanophone peut fournir une explication motivée de cette situation. Le Comité de concertation établira à cet effet les règles afférentes.

§ 5. L'affectation des moyens libérés en vertu de l'article 8, § 4, fait l'objet d'une concertation entre les autorités concernées. Celle-ci a lieu dans le cadre du Comité visé à l'article 5.

Art. 10. Les parties contractantes s'engagent à s'échanger des informations au sujet des moyens financiers qu'elles affectent au renforcement des piliers cités à l'article 1^{er}, § 2, et ce, en vue de respecter les principes visés à l'article 4.

CHAPITRE III. — *Engagements de l'Etat fédéral*

Art. 11. En exécution de l'article 1^{er}, § 2, 1^o et 3^o, les autorités fédérales s'engagent à livrer, au cours de cette législature, des efforts supplémentaires visant une application correcte des articles 41 et 42 de la loi du 4 mai 1999 en vue du développement de l'économie sociale. Le champ d'application de cette mesure, notamment la reconnaissance des opérateurs entrants éventuellement en ligne de compte, sera déterminé en concertation avec les parties concernées.

Art. 12. En concertation avec la Communauté germanophone et les Régions, les autorités fédérales s'engagent à évaluer, à la lumière des objectifs visés à l'article 1^{er}, § 2, 1^o, l'application de la législation relative aux formes juridiques des entreprises d'économie sociale (législation sur les a.s.b.l. ou sur les sociétés) ainsi que leur régime fiscal et à examiner les mesures à prendre en vue de favoriser leur développement. Le Ministre des Finances sera chargé de l'examen de ce dossier.

Art. 13. § 1^{er}. En exécution de l'article 1^{er}, § 2, 1^o, les autorités fédérales s'engagent à simplifier l'accès aux marchés publics et l'accès à la profession pour les initiatives émanant de l'économie sociale.

§ 2. En exécution de l'article 1^{er}, § 2, 1^o et 3^o, les autorités fédérales s'engagent à examiner les possibilités légales d'introduire des clauses sociales dans les marchés publics et à élaborer une proposition.

Art. 14. § 1^{er}. En exécution de l'article 2, § 2, les autorités fédérales s'engagent à réaliser une activation du minimum de moyens d'existence et de l'aide sociale financière afin de cofinancer le coût des bénéficiaires mis au travail dans ces programmes réalisés par les services des Régions ou la Communauté germanophone ou réalisés sous leur gestion et qui offrent d'importantes possibilités d'emploi aux groupes à opportunités. A cet effet, des conventions seront conclues entre le Ministre fédéral compétent pour l'intégration sociale et l'économie sociale et les autorités concernées, représentées en la personne du Ministre compétent pour l'emploi.

§ 2. En exécution de l'article 1^{er}, § 2, 1^o, et de l'article 2, § 2, les autorités fédérales s'engagent à fournir des subsides supplémentaires à des initiatives de l'économie sociale dans le cadre de la mise à disposition de minimexés et bénéficiaires de l'aide sociale. Le champ d'application de cette mesure est déterminé en concertation avec les parties concernées.

§ 3. En exécution de l'article 1^{er}, § 2, 1^o, et l'article 2, § 2, les autorités fédérales s'engagent à assurer l'activation permanente des allocations de chômage et du minimex pour le développement de l'emploi dans le cadre de l'économie sociale. Le champ d'application de cette mesure sera déterminé en concertation avec les parties concernées.

CHAPITRE IV. — *Engagements communs des Régions et des Communautés*

Art. 15. Les Régions et la Communauté germanophone s'engagent, dans le cadre de leurs compétences, à assurer la guidance et le plan d'accompagnement des demandeurs d'emploi, plus particulièrement des groupes cibles afin que ceux-ci puissent accéder à l'emploi à part entière.

Art. 16. En exécution de l'article 1^{er}, § 2, 1^o, les Régions et la Communauté germanophone s'engagent dans le cadre de leurs compétences à optimiser l'accès de l'économie sociale au capital à risque et aux crédits d'investissements. Elles ajusteront, le cas échéant, les structures qui existent pour l'économie sociale sur ce plan.

Art. 17. Les Régions et la Communauté germanophone s'engagent à reconnaître les centres publics d'aide sociale en tant que partenaire à part entière au niveau de la politique d'emploi. A cet effet, des conventions séparées seront conjointement conclues entre les parties citées, les autorités locales ou les organisations représentatives pour les administrations locales et les autorités fédérales.

Art. 18. Les efforts budgétaires consentis par les parties contractantes dans le cadre des articles 8 et 9 du présent accord de coopération peuvent être considérés comme un cofinancement public dans le cadre du Fonds social européen et du Fonds européen pour le Développement régional.

Fait à Bruxelles, le 4 juillet 2000 en 9 exemplaires originaux (en néerlandais, français).

Pour l'Etat fédéral :

Mme L. ONKELINX,

Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Emploi et de l'Egalité des Chances

J. VANDE LANOTTE,

Vice-Premier Ministre, Ministre du Budget, de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale

Ch. PICQUE,

Ministre de l'Economie, de la Recherche scientifique et la Politique des Villes

Pour la Région flamande :

R. LANDUYT,

Ministre de l'Emploi et du Tourisme

D. VAN MECHELEN,

Ministre de l'Economie, de l'Aménagement du Territoire et des Médias

Pour la Région wallonne :

S. KUBLA,

Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles

Mme M. ARENA,

Ministre de l'Emploi et de la Formation

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

E. TOMAS,

Ministre de l'Emploi, de l'Economie, de l'Energie et de la Revitalisation des Quartiers

Pour la Communauté germanophone :

K.-H. LAMBERTZ,

Ministre-Président, Ministre de l'Emploi, de la Politique des Handicapés, des Médias et du Sport

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 2734

[C — 2001/27523]

18. JULI 2001 — Dekret zur Zustimmung zum Kooperationsabkommen vom 4. Juli 2000 zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Sozialwirtschaft (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Das vorliegende Dekret regelt eine in Artikel 39 der Verfassung erwähnte Angelegenheit.

Art. 2 - Dem Kooperationsabkommen vom 4. Juli 2000 zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Sozialwirtschaft wird zugestimmt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 18. Juli 2001.

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,

J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,

Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,

Frau M. ARENA

—————
Note

(1) *Sitzung 2000-2001.*

Dokumente des Rats, 251 (2000-2001), Nr. 1.

Ausführliches Sitzungsprotokoll — Öffentliche Sitzung vom 18. Juli 2001. Diskussion - Abstimmung.

ANLAGE

Kooperationsabkommen zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Sozialwirtschaft

Aufgrund des Artikels 35 des Grundgesetzes und seiner Übergangsbestimmung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988, insbesondere des Artikels 92bis, § 1;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über institutionelle Reformen, insbesondere Artikel 4, 6 und 92bis § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 betreffend die Brüsseler Institutionen, insbesondere des Artikels 42;

Aufgrund des Gesetzes über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft vom 31. August 1983, geändert durch das Gesetz vom 18. Juli 1990, insbesondere des Artikels 55bis;

Aufgrund des Gutachtens Nr. 3 des Hohen Rates für Beschäftigung über die Sozialwirtschaft vom 7. Dezember 1998;

Aufgrund der europäischen Beschäftigungs-Richtlinien für das Jahr 2000, insbesondere Richtlinie 12;

Aufgrund des Abkommens der Föderalregierung vom 14. Juli 1999;

Aufgrund des Abkommens der Flämischen Regierung vom 13. Juli 1999, in dem für die Entwicklung der Sozialwirtschaft nach einem mit den föderalen Behörden abgeschlossenen Kooperationsabkommen plädiert wird;

Aufgrund des Abkommens der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 1999;

Aufgrund des Abkommens der Brüsseler Regierung vom 14. Juli 1999;

Aufgrund der Regierungserklärung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 6. September 1999 u.a. zur Förderung der Sozialwirtschaft im Rahmen ihres Gemeinschaftlichen Ausbildungs- und Beschäftigungsbündnisses;

In Erwägung dessen, dass der Staat, die Deutschsprachige Gemeinschaft und die Regionen der Meinung sind, die Sozialwirtschaft müsse in der Perspektive der Entwicklung einer Solidaritätswirtschaft berücksichtigt werden;

In Erwägung dessen, dass dieses Kooperationsabkommen vor allem den Wert der Initiativen unterstreicht, bei denen soziale Ziele und eine wirtschaftliche Dynamik miteinander kombiniert werden, dass getroffene Initiativen für die soziale und berufliche Eingliederung, durch die Entwicklung einer Wirtschaftstätigkeit, von schwer vermittelbaren Arbeitssuchenden ein vorrangiges Ziel sind und dass auf andere Prinzipien, wie die Aufrechterhaltung oder den Ausbau des sozialen Zusammenhaltes und der dauerhaften Beziehungen mit der Umwelt, Wert gelegt wird;

In Erwägung dessen, dass diese Ziele als eine große Herausforderung für das Wirtschaftsleben betrachtet werden können und dass die Behörden deswegen solche Initiativen mittels Unterstützungsmaßnahmen fördern können, wobei sie für die Einhaltung der Wettbewerbsregeln Sorge tragen und es sich verbieten, einen unlauteren Wettbewerb zu gestalten;

In Erwägung dessen, dass beim Ausbau der Nachbarschaftsdienste, vor allem bei den Dienstleistungen für die Familien oder zur Abdeckung der gemeinschaftlichen Bedürfnisse auf lokaler Ebene wichtige Beschäftigungsmöglichkeiten geschaffen werden;

In Erwägung dessen, dass der Staat, die Regionen und die Deutschsprachige Gemeinschaft mit Achtung ihres jeweiligen Zuständigkeitsbereiches Initiativen in diesem Sinne unterstützen können und müssen;

In Erwägung dessen, dass es daher angebracht ist, dass der Staat, die Regionen und die Deutschsprachige Gemeinschaft im Rahmen einer gegenseitigen Harmonisierung der Bestimmungen für eine abgestimmte Bereitstellung der Haushaltsmittel und der Ausarbeitung eines genauen Follow-up-Programms der festgesetzten Ziele ein Kooperationsabkommen abschließen;

Der Föderalstaat, vertreten durch die Vizepremierministerin, Ministerin der Beschäftigung und der Chancengleichheit, den Vizepremierminister, Minister des Haushalts, der Sozialen Eingliederung und der Sozialwirtschaft und den Minister der Wirtschaft, der wissenschaftlichen Forschung und der Politik der Großstädte;

Die Flämische Region, vertreten durch ihre Regierung, durch den Minister der Beschäftigung und des Tourismus und den Minister der Wirtschaft, der Raumordnung und der Medien;

Die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung, durch den Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien, und durch die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung;

Die Region Brüssel-Hauptstadt, vertreten durch Ihre Regierung, durch den Minister der Beschäftigung, der Wirtschaft, der Energie und des Wohnungsbaus;

Die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung, durch den Minister-Präsidenten, Minister für Beschäftigung, Behindertenpolitik, Medien und Sport, sind wie folgt übereingekommen,

KAPITEL 1: — Allgemeine Ziele und Anwendungsgebiet

Artikel 1 - "§ 1. Die Wirtschaft soll in ihrer Gesamtheit betrachtet werden, wobei nicht nur wirtschaftliche sondern auch soziale, umweltpolitische und ethische Ziele mit einbezogen werden. Es ist wichtig, dafür Sorge zu tragen, Projekte zu entwickeln, in denen auf soziale Ziele wie die Begleitung und die Eingliederung von besonders anfälligen Zielgruppen mehr Wert gelegt wird. Neue konstruktive Partnerschaften und der Sozialdialog sind unentbehrliche Faktoren zur Entwicklung einer sog. Solidaritätswirtschaft. Die drei Säulen der Solidaritätswirtschaft, die über dieses Kooperationsabkommen unterstützt werden soll, sind: die Sozialwirtschaft, der sozial verantwortliche Unternehmensgeist und die Nachbarschaftsdienste.

"§ 2. Die Regionen, die Deutschsprachige Gemeinschaft und der Föderalstaat verpflichten sich, ihre Bemühungen auf dem Gebiet der Forschung, der Datensammlung und der Förderung der Solidaritätswirtschaft zusammenzuführen, um:

1° Initiativen und Sozialwirtschaftsunternehmen, die den nachstehenden Basisprinzipien befolgen, weiter zu entwickeln: Vorrang der Arbeit vor dem Kapital, Bewirtschaftungsautonomie, Dienstleistungen anstatt Profit für Mitglieder und Gemeinschaft als Finalität, demokratischer Entscheidungsprozess, nachhaltige umweltfreundliche Entwicklung;

2° einen sozial verantwortlichen Unternehmensgeist zu unterstützen, d.h. eine unternehmerische Weise mit als Ziel, den wirtschaftlichen Erfolg mit Achtung vor sozialer Kohäsion und ökologischem Gleichgewicht zu erzielen;

3° die Nachbarschaftsdienste zu unterstützen, u.a. die geleisteten Dienste zwecks Verbesserung der Lebensbedingungen der Bürger oder der Abdeckung von lokalen gemeinschaftlichen Bedürfnissen, vorausgesetzt, dass dem Ausbau solcher Dienste die Schaffung von stabilen Arbeitsplätzen zugrunde liegt und keine andere Form von Ausschluss oder Dualisierung sowohl des Marktes des Angebotes und der Nachfrage als auch des Arbeitsmarktes mit sich ziehen sollen.“

KAPITEL 2 — *Gemeinschaftliche Verpflichtungen*

Art. 2 - § 1. Die Vertragsparteien verpflichten sich, in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereichen, Maßnahmen zu treffen und Mittel bereitzustellen, um die drei in Artikel 1 genannten Säulen auszubauen.

§ 2. Beim Ausbau der drei genannten Säulen verpflichten sich die Vertragsparteien, die vollwertige und dauerhafte Beschäftigung und die größten Chancen für Risikogruppen stets als zu erreichende Ziele zu betrachten. Auf die dauerhafte Eingliederung der Minimex- und Sozialhilfeempfänger wird besonders Wert gelegt.

Deshalb verpflichten sich die Vertragsparteien, sich optimal anzustrengen, um eine proportionale Vertretung der Empfänger des Existenzminimums in den gesamten beschäftigungsfördernden Maßnahmen zu erreichen.

§ 3. In Ausführung dieses Kooperationsabkommens verpflichten sich die Vertragsparteien, während dieser Legislatur die Zahl der Beschäftigungen in den von den jeweiligen Behörden aufgrund der vom in Artikel 5 dieses Abkommens genannten Beratungsausschuss entwickelten Indikatoren als Sozialwirtschaft anerkannten Initiativen zu verdoppeln.

Art. 3 - § 1. Für jede in Artikel 2 genannte Verpflichtung werden sowohl quantitative als qualitative Ziele im Anschluss an eine Beratung zwischen den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft einerseits und den föderalen Behörden andererseits festgesetzt. Diese Ziele werden regelmäßig überprüft und beurteilt.

§ 2. Jede Behörde organisiert in ihrem Schoße die Beratung über die Angelegenheiten dieses Kooperationsabkommens mit den Sozialpartnern.

Art. 4 - Zur Erreichung der in Artikel 3, § 1, genannten Ziele verpflichten sich die Vertragsparteien, die föderalen und regionalen Maßnahmen dergleichen optimal zu harmonisieren, dass sie einander ergänzen und vertiefen. Folgende Prinzipien werden dabei angewendet:

- Effektivität (wurde das Ziel oder die gezielte Gruppe erreicht ?)
- Wirksamkeit (Kosten-Nutzen-Analyse)
- Einfachheit (in Bezug auf die Verwaltung, die Prozeduren, die Zahlungsmodalitäten, die Klarheit, usw.) sowohl für den Nutzer als auch für das Unternehmen und die Behörden
- Transparenz
- Sicherheit (keine vage Auslegung, undeutliche Anwendungszeiträume, usw.)
- Follow-up-Möglichkeiten ("Monitoring")
- Komplementarität

Art. 5 - § 1. Bei der Unterzeichnung dieses Abkommens verpflichten sich die Vertragsparteien den interministeriellen Beratungsausschuss für die Sozialwirtschaft, nachstehend den "Beratungsausschuss" genannt, schnell einzurichten.

§ 2. Der Beratungsausschuss wird damit beauftragt:

- das Kooperationsabkommen durchzuführen und weiterzuerfolgen, insbesondere was die Festsetzung und die Weiterverfolgung der quantitativen und qualitativen Ziele anbelangt;
- die in Artikel 4 festgesetzten Prinzipien zu evaluieren und sie in Durchführungsmodalitäten umzusetzen;
- die Durchführung des Kooperationsabkommens zu beurteilen. Er wird ebenfalls damit beauftragt, Gutachten über die Durchführung des Kooperationsabkommens abzugeben.

§ 3. Haben in dem Beratungsausschuss einen Sitz:

- für die föderalen Behörden: der für die Sozialwirtschaft zuständige Minister; die für die Beschäftigung zuständige Ministerin; der für die Wirtschaft zuständige Minister; die für die Verbrauchspolitik zuständige Ministerin;
- für die Flämischen Behörden: der für die Beschäftigung zuständige Minister; der für die Wirtschaft zuständige Minister;
- für die Wallonischen Behörden: die für die Beschäftigung und die Ausbildung zuständige Ministerin und der für die Wirtschaft und die Sozialwirtschaft zuständige Minister;
- für die Brüsseler Behörden: der für die Beschäftigung und die Wirtschaft zuständige Minister;
- für die Deutschsprachigen Behörden: der für die Beschäftigung zuständige Minister.

§ 4. Für die Sekretariats- und Betriebskosten des Beratungsausschusses kommen die föderalen Behörden auf.

§ 5. Der Beratungsausschuss wird zumindest viermal im Jahr zusammenkommen und erstattet unmittelbar den zuständigen Regierungen Bericht.

Art. 6 - § 1. In Ausführung von Artikel 1, § 2, verpflichten sich die Vertragsparteien, bei der Sammlung und Analyse des statistischen Materials mitzuwirken, das für eine bessere Kenntnis der Solidaritätswirtschaft notwendig ist.

§ 2. Eine aus Vertretern der Vertragsparteien bestehende Arbeitsgemeinschaft wird die Modalitäten dieser Mitwirkung festlegen.

Art. 7 - § 1. In Ausführung von Artikel 1, § 2, 1°, verpflichten sich die Vertragsparteien, ihre Bemühungen zusammenzuführen, um wenn möglich zeitweilig Initiativen der Sozialwirtschaft zu stärken. Die Zusammenarbeit wird darauf zielen, die Entwicklung neuer Sozialbetriebe wenn möglich zeitweilig zu fördern, spezifische Inkubationszentren einzurichten, ihr Management zu unterstützen und eine Informationspolitik auszubauen.

§ 2. In Ausführung von Artikel 1, § 2, 2°, verpflichten sich die Vertragsparteien zusammenzuarbeiten, um die Solidaritätsaspekte im Wirtschaftsleben zu verstärken: freiwillige Vorhaben sozialer Innovation und Sozialaudit-Experimente werden in den Unternehmen gefördert werden können.

§ 3. Die Vertragsparteien werden miteinander beraten, um einen Mechanismus zur Förderung der unter § 2 genannten Vorhaben einzusetzen.

§ 4. Im Rahmen der Durchführung der Regelung über die Nachbarschaftsdienste verpflichten sich die Vertragsparteien, besondere fördernde Maßnahmen zur Unterstützung der in Artikel 1, § 2, 3°, genannten Ziele einzuleiten und eine zusätzliche Finanzierung vorzusehen, um den universellen Zugang zu den geleisteten Diensten zu gewährleisten und nur mit anerkannten Unternehmen zu arbeiten.

§ 5. In Ausführung von Artikeln 1, § 2, 3°, und 2, § 2, verpflichten sich die Vertragsparteien, die strukturelle Zusammenarbeit zwischen den lokalen Beschäftigungsakteuren zu verstärken.

Art. 8 - § 1. Unter den in Artikel 9 festgesetzten Bedingungen sehen die föderalen Behörden für das Haushaltsjahr 2000 einen Betrag von 250 000 000 BEF für die Kofinanzierung der gemeinsamen Bemühungen vor, die zusammen mit den jeweiligen Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu machen sind. Diese Mittel werden wie folgt verteilt:

139 250 000 BEF, d.h. 55,7 % von diesen föderalen Mitteln, werden gemeinsamen Initiativen mit der Flämischen Region zur Verfügung gestellt;

82 500 000 BEF, d.h. 33 % von diesen föderalen Mitteln, werden gemeinsamen Initiativen mit der Wallonischen Region zur Verfügung gestellt;

25 000 000 BEF, d.h. 10 % von diesen föderalen Mitteln, werden gemeinsamen Initiativen mit der Region Brüssel-Hauptstadt zur Verfügung gestellt;

3 250 000 BEF, d.h. 1,3 % von diesen föderalen Mitteln, werden gemeinsamen Initiativen mit der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Verfügung gestellt.

§ 2. Unter den in Artikel 9 festgesetzten Bedingungen sehen die föderalen Behörden für das Haushaltsjahr 2001 einen Betrag von 500 000 000 BEF für die Kofinanzierung der gemeinsamen Bemühungen, die zusammen mit den jeweiligen Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu machen sind. Diese Mittel werden wie folgt verteilt:

278 500 000 BEF, d.h. 55,7 % von diesen föderalen Mitteln, werden gemeinsamen Initiativen mit der Flämischen Region zur Verfügung gestellt

165 000 000 BEF, d.h. 33 % von diesen föderalen Mitteln, werden gemeinsamen Initiativen mit der Wallonischen Region zur Verfügung gestellt

50 000 000 BEF, d.h. 10 % von diesen föderalen Mitteln, werden gemeinsamen Initiativen mit der Region Brüssel-Hauptstadt zur Verfügung gestellt

6 500 000 BEF, d.h. 1,3 % von diesen föderalen Mitteln, werden gemeinsamen Initiativen mit der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Verfügung gestellt.

§ 3. Auf der Grundlage der für das Haushaltsjahr 2001 festgelegten Mittel und der verfügbaren Mittel soll ein Finanzschema für den Zeitraum 2002-2004 erstellt werden. Die Auswirkungen des Kooperationsabkommens sollen vor jeder späterer Haushaltsdiskussion bewertet werden.

§ 4. Unbeachtet von den Bestimmungen des Artikels 9, § 3, werden die in Artikel 8, § 1, § 2 und § 3, bestimmten Mittel durch die betroffenen Behörden an die bezeichneten Instanzen durch getrennte Vereinbarungen gewährt. Diese Instanzen werden mit der Bewirtschaftung dieser Mittel beauftragt. Mehrere Vereinbarungen können pro betroffene Behörde geschlossen werden.

§ 5. Die Verteilung der Mittel zugunsten von entschiedenen Aktionen kann von den Regionen oder von der Deutschsprachigen Gemeinschaft mit Einvernehmen des für die Sozialwirtschaft zuständigen föderalen Ministers nachgeprüft werden, vorausgesetzt, dass die betroffene Region oder die Deutschsprachige Gemeinschaft nachweisen können, dass die in Artikel 2, § 2 und § 3, genannten Ziele dank dieser Nachprüfung einfacher zu erreichen sind.

Vorkommendenfalls legen die betroffenen Regionen oder die Deutschsprachige Gemeinschaft die vorgesehenen Änderungen den föderalen Behörden vor.

Art. 9 - § 1. Für den Zeitraum 2000-2004 sehen die betroffenen Regionen und die Deutschsprachige Gemeinschaft zur Kofinanzierung der gemeinsamen Bemühungen jedes Jahr eine gegenüber dem Haushalt 1999 zusätzliche finanzielle Beteiligung vor, die zumindest jenem Betrag ähnlich ist, den die föderalen Behörden jedes Jahr nach dem in Artikel 8 bestimmten Verteilungsschlüssel für die Durchführung des in Artikel 8, § 4, genannten gemeinsamen Programms gewähren.

§ 2. Im Laufe eines Haushaltsjahrs für den Zeitraum 2000-2004 darf der Betrag, den die föderalen Behörden nach dem in Artikel 8 bestimmten Verteilungsschlüssel zur Kofinanzierung des in Artikel 8, § 4, vorgesehenen gemeinsamen Programms gewähren, nie höher sein als die während dieses Haushaltsjahres von der betroffenen Region oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft gemachten Anstrengungen.

Jedes Jahr und spätestens am 1. Juli teilen die Regionen und die Deutschsprachige Gemeinschaft den föderalen Behörden eine Vorausberechnung der Finanzmittel mit, die sie im nächsten Haushaltsjahr bereitstellen wollen.

§ 3. Die von der betroffenen Region oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft gemachte Anstrengung wird aufgrund der tatsächlich eingegangenen Verpflichtungen kontrolliert.

Jedes Jahr und spätestens am 1. März teilen die Regionen und die Deutschsprachige Gemeinschaft den föderalen Behörden einen Bericht über die im vorherigen Haushaltsjahr eingegangenen Finanzmittel mit.

§ 4. Sollte die in § 3 genannte Anstrengung für ein Haushaltsjahr im erwähnten Zeitraum niedriger sein als der in Artikel 9, § 1, vorgesehene Betrag, dann können die föderalen Behörden im Laufe des folgenden Haushaltsjahrs den in Artikel 8, § 3, genannten Betrag bis zur Höhe der Differenz zwischen diesem Betrag und der in Artikel 9, § 3, vorgesehenen Anstrengung vermindern, es sei denn, dass die betroffene Region oder die Deutschsprachige Gemeinschaft eine begründete Erklärung für diesen Zustand abgeben kann. Der Beratungsausschuss wird die hierzu angemessenen Regeln festlegen.

§ 5. Die Bereitstellung der gemäß Artikel 8, § 4, freigemachten Mittel ist Gegenstand einer Beratung zwischen den betroffenen Behörden. Diese Beratung findet im Rahmen des in Artikel 5 vorgesehenen Ausschusses statt.

Art. 10 - Die Vertragsparteien verpflichten sich, Informationen über die Geldmittel auszutauschen, die sie für die Verstärkung der in Artikel 1, § 2, genannten Säulen bereitstellen, um die in Artikel 4 vorgesehenen Prinzipien einzuhalten.

KAPITEL 3 — *Verpflichtungen des Föderalstaats*

Art. 11 - In Ausführung von Artikel 1, § 2, 1° und 3°, verpflichten sich die föderalen Behörden, im Laufe dieser Legislatur zusätzliche Bemühungen zu einer guten Ausführung der Artikel 41 und 42 des Gesetzes vom 4. Mai 1999 zwecks der Entwicklung der Sozialwirtschaft zu machen. Der Geltungsbereich dieser Maßnahme, d.h. u.a. die Anerkennung der möglicherweise zu berücksichtigenden Operateure, wird in Beratung mit den jeweiligen Parteien bestimmt.

Art. 12 - In Beratung mit der Deutschsprachigen Gemeinschaft und den Regionen verpflichten sich die föderalen Behörden nach Maßgabe der in Artikel 1, § 2, 1°, vorgesehenen Ziele, die Gesetzgebung über die Rechtsformen der Sozialwirtschaftsunternehmen (Gesetzgebung über die VoE's oder über die Gesellschaften) und deren Steuersysteme zu bewerten und die zu treffenden Maßnahmen zur Förderung deren Entwicklung zu untersuchen. Der Finanzminister wird mit der Bearbeitung dieser Frage beauftragt.

Art. 13 - § 1. In Ausführung von Artikel 1, § 2, 1°, verpflichten sich die föderalen Behörden, den Zugang zu den öffentlichen Märkten und zu dem Beruf für die sozialwirtschaftliche Initiativen zu vereinfachen.

§ 2. In Ausführung von Artikel 1, § 2, 1° und 3°, verpflichten sich die föderalen Behörden, die gesetzlichen Möglichkeiten zu untersuchen, um soziale Klauseln in die öffentlichen Märkte einzuführen und einen Vorschlag zu machen.

Art. 14 - § 1. In Ausführung von Artikel 2, § 2, verpflichten sich die föderalen Behörden, das Existenzminimum und die finanzielle Sozialhilfe zu aktivieren, um die Kosten für die Begünstigten zu kofinanzieren, die durch diese von den Diensten der Regionen oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft durchgeführten bzw. bewirtschafteten Programme vermittelt werden und die den "Opportunitätsgruppen" wichtige Beschäftigungsmöglichkeiten verschaffen. Zu diesem Zweck sollen Vereinbarungen zwischen dem für die soziale Eingliederung und die Sozialwirtschaft zuständigen föderalen Minister und den jeweiligen Behörden, vertreten durch den für die Beschäftigung zuständigen Minister, geschlossen werden.

§ 2. In Ausführung von Artikeln 1, § 2, 1°, und Artikel 2, § 2, verpflichten sich die föderalen Behörden, sozialwirtschaftliche Initiativen im Rahmen der Bereitstellung von Minimex- und Sozialhilfeempfängern mit zusätzlichen Mitteln zu bezuschussen. Über den Geltungsbereich dieser Maßnahme soll mit den betroffenen Parteien eine Beratung geführt werden.

§ 3. In Ausführung von Artikel 1, § 2, 1°, und Artikel 2, § 2, verpflichten sich die föderalen Behörden, das Arbeitslosengeld und das Existenzminimum beständig zu aktivieren, um die Beschäftigung im Rahmen der Sozialwirtschaft zu entwickeln. Über den Geltungsbereich dieser Maßnahme soll mit den betroffenen Parteien eine Beratung geführt werden.

KAPITEL 4. — *Gemeinsame Verpflichtungen der Regionen und der Gemeinschaften*

Art. 15 - Innerhalb ihrer Zuständigkeitsbereiche verpflichten sich die Regionen und die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Betreuung und den Begleitplan der Arbeitsuchenden, insbesondere der Zielgruppen zu gewährleisten, damit sie vollbeschäftigt werden können.

Art. 16 - In Ausführung von Artikel 1, § 2, 1°, verpflichten sich die Regionen und die Deutschsprachige Gemeinschaft, innerhalb ihrer Zuständigkeitsbereiche den Zugang des Risikokapitals und der Investitionskredite zur Sozialwirtschaft zu optimieren. Wenn nötig werden sie die vorhandenen sozialwirtschaftlichen Strukturen auf diesen Plan abstimmen.

Art. 17 - Die Regionen und die Deutschsprachige Gemeinschaft verpflichten sich, die öffentlichen Sozialhilfezentren als vollwertigen Partner in Sachen Beschäftigungspolitik anzuerkennen. Zu diesem Zweck sollen gesonderte Vereinbarungen zwischen den genannten Parteien, den lokalen Behörden oder den Organisationen als Vertreterinnen der lokalen Verwaltungen und den föderalen Behörden geschlossen werden.

Art. 18 - Die von den Vertragsparteien nach Artikel 8 und 9 dieses Kooperationsabkommens gemachten Haushaltsbestrebungen können als eine öffentliche Kofinanzierung im Rahmen des europäischen Sozialfonds und des europäischen Fonds für regionale Entwicklung betrachtet werden.

Geschehen zu Brüssel am 4. Juli 2000 in 9 Urschriften (in französischer und niederländischer Sprache)

Für den Föderalstaat:

Frau L. ONKELINX,

Vizepremierministerin, Ministerin der Beschäftigung und der Chancengleichheit

J. VANDE LANOTTE,

Vizepremierminister, Minister des Haushalts, der Sozialen Eingliederung und der Sozialwirtschaft

Ch. PICQUE,

Minister der Wirtschaft, der wissenschaftlichen Forschung und der Politik der Großstädte

Für die Flämische Region:

R. LANDUYT,

Minister der Beschäftigung und des Tourismus

D. VAN MECHELEN,

Minister der Wirtschaft, der Raumordnung und der Medien

Für die Wallonische Region:

S. KUBLA,

Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien

Frau M. ARENA,

Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung

Für die Region Brüssel-Hauptstadt:

E. TOMAS,

Minister der Beschäftigung, der Wirtschaft, der Energie und des Wohnungsbaus

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft:

K.-H. LAMBERTZ,

Minister-Präsident, Minister für Beschäftigung, Behindertenpolitik, Medien und Sport

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 2734

[C — 2001/27523]

18 JULI 2001. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 tussen de Federale Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de sociale economie (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Het samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 tussen de Federale Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de sociale economie wordt goedgekeurd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 18 juli 2001.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

—
Nota

(1) *Zitting 2000-2001*

Stukken van de Raad 251, (2000-2001) Nr 1.

Volledig verslag, openbare vergadering van 18 juli 2001. Bespreking. — Stemming.

BIJLAGE

Samenwerkingsakkoord tussen de Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de sociale economie

Gelet op het artikel 35 van de Grondwet en de overgangsbepaling bij dit artikel;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, inzonderheid artikel 92bis, § 1;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 4, 6 en 92bis, § 1, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 42;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming van de instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, gewijzigd bij de wet van 18 juli 1990, inzonderheid op artikel 55bis;

Gelet op het advies nr. 3 betreffende de sociale economie uitgebracht door de Hoge Raad voor de Werkgelegenheid, d.d. 7 december 1998;

Gelet op de Europese Werkgelegenheidsrichtsnoeren voor het jaar 2000, inzonderheid richtsnoer 12;

Gelet op het federaal regeerakkoord van 14 juli 1999;

Gelet op het Vlaams regeerakkoord van 13 juli 1999 waarin gepleit wordt voor de verdere uitbouw van de sociale economie op grond van een samenwerkingsakkoord met de federale overheid;

Gelet op het Waals regeerakkoord van 14 juli 1999;

Gelet op het Brussels regeerakkoord van 14 juli 1999;

Gelet op de regeringsverklaring van de Duitstalige Gemeenschap van 6 september 1999 waarin beoogd wordt de sociale economie te ondersteunen in het kader van het Gemeenschapspact met betrekking tot de tewerkstelling en de opleiding;

Overwegende dat de Staat, de Duitstalige Gemeenschap en de Gewesten van oordeel zijn dat de uitbouw van een sociale economie in het perspectief dient geplaatst van de uitbouw van een solidaire economie;

Overwegende dat dit samenwerkingsakkoord de waarde beklemtoont van initiatieven die sociale en maatschappelijke doelstellingen combineren met een economische dynamiek, waarbij prioritair aandacht gaat naar de initiatieven die de socio-professionele integratie van moeilijk bemiddelbare werkzoekenden bevorderen via de ontwikkeling van een economische activiteit, maar waarbij eveneens andere waarden worden gevaloriseerd zoals het behoud of het herstel van de sociale cohesie en van duurzame relaties met het leefmilieu;

Overwegende dat deze doelstellingen ook kunnen beschouwd worden als een belangrijke uitdaging voor de economie in haar totaliteit en dat derhalve de overheid ook in die zin haar ondersteuningsbeleid moet oriënteren met respect voor de concurrentieregels en hierbij oneerlijke concurrentie uit te sluiten;

Overwegende dat op het vlak van de ontwikkeling van nabijheidsdiensten, inzonderheid dan op het vlak van dienstverlening aan huishoudens of met het oog op de vervulling van collectieve behoeften op lokaal vlak belangrijke groeikansen op het vlak van werkgelegenheid aanwezig zijn;

Overwegende dat de Staat, de Duitstalige Gemeenschap en de Gewesten vanuit hun respectieve bevoegdheden initiatieven in die zin kunnen en moeten ondersteunen;

Overwegende dat het derhalve wenselijk is dat tussen de Staat, de Duitstalige Gemeenschap en de Gewesten in het kader van een wederzijdse afstemming van de beleidsmaatregelen, een gecoördineerde inzet van budgettaire middelen en een nauwgezette monitoring van de vooropgestelde doelstellingen een samenwerkingsakkoord tot stand komt;

De Federale Staat, vertegenwoordigd door de Vice-Eerste Minister en Minister van Werkgelegenheid en Gelijke Kansenbeleid, de Vice-Eerste Minister, Minister van Begroting, Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie en de Minister van Economie, Wetenschappelijk Onderzoek en Stedelijk Beleid;

De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van de Minister van Werkgelegenheid en Toerisme en de Minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van de Minister van Economie, K.M.O., Onderzoek en Nieuwe Technologieën en de Minister van Werkgelegenheid en Vorming;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van de Minister van Werkgelegenheid, Economie, Energie en Herwaardering van de Wijken;

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van de Minister van Werkgelegenheid, Gehandicaptenbeleid, Media en Sport,

Komen overeen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene doelstellingen en toepassingsgebied*

Artikel 1. § 1. Het is belangrijk de economie in haar globaliteit te beschouwen waarbij niet alleen economische maar ook sociale, ecologische en ethische doelstellingen worden geïntegreerd. Men moet er ook voor zorgen dat er projecten ontwikkeld worden die de sociale objectieven zoals begeleiding, vorming of integratie van kansengroepen in de maatschappij meer beklemtonen. Nieuwe constructieve partnerships en een maatschappelijke dialoog zijn belangrijke factoren voor de ontwikkeling van een zogenaamde solidaire economie. De drie pijlers van de solidaire economie die met dit samenwerkingsakkoord worden ondersteund, zijn : sociale economie, maatschappelijk verantwoord ondernemen en nabijheidsdiensten.

§ 2. De Gewesten, de Duitstalige Gemeenschap en de Federale Staat verbinden zich ertoe om samen inspanningen te leveren op het vlak van onderzoek, informatieverzameling en bevordering van de solidaire economie, dit teneinde :

1° de ontwikkeling van sociale economie-initiatieven en bedrijven verder te ondersteunen die de volgende basisprincipes eerbiedigen : voorrang van arbeid op kapitaal, beheersautonomie, dienstverlening aan de leden en aan de gemeenschap, democratische besluitvorming, duurzame ontwikkeling met respect voor het leefmilieu;

2° ondersteuning van het maatschappelijk verantwoord ondernemen, dit is een wijze van ondernemen waarbij gestreefd wordt naar economisch succes met respect voor de sociale cohesie en het ecologische evenwicht;

3° ondersteuning van nabijheidsdiensten, inzonderheid de gepresteerde diensten met het oog op het verbeteren van de leefomstandigheden van de burgers of om tegemoet te komen aan lokale collectieve noden, op voorwaarde dat deze diensten duurzame werkgelegenheid creëert en geen andere vorm van uitsluiting of dualisering veroorzaakt zowel op het vlak van vraag en aanbod op de markt, als op het vlak van de arbeidsmarkt.

HOOFDSTUK II. — *Gezamenlijke verbintenissen*

Art. 2. § 1. De contracterende partijen verbinden zich ertoe, elk binnen hun bevoegdheid, de nodige maatregelen te nemen en middelen vrij te maken met het oog op de ontwikkeling van de in artikel 1 genoemde drie pijlers.

§ 2. De contracterende partijen verbinden zich ertoe volwaardige en duurzame werkgelegenheid en maximale kansen voor de « kansengroepen » steeds voorop te stellen in de verdere ontwikkeling van de drie pijlers. Hierbij zal specifiek aandacht worden besteed aan de duurzame integratie van de groep van bestaansminimumgerechtigden en de financiële steuntrekkers.

Daarom verbinden de ondertekenende partijen zich ertoe om in de globaliteit van alle werkgelegenheidsmaatregelen een evenredige vertegenwoordiging van de groep van bestaansminimumgerechtigden en financiële steuntrekkers als objectief voorop te stellen en daarvoor maximale inspanningen te doen om dit te bereiken. De evenredigheid betreft het proportioneel aandeel van deze groep in de globale populatie van werkzoekenden.

§ 3. In uitvoering van dit samenwerkingsakkoord verbinden de ondertekenende partijen zich ertoe binnen de termijn van deze legislatuur het aantal jobs, op basis van de door het overlegcomité zoals omschreven in artikel 5 van dit akkoord - ontwikkelde indicatoren, in de door de respectieve overheden als sociale economie erkende initiatieven te verdubbelen.

Art. 3. § 1. Op elk van de in artikel 2 vermelde verbintenissen zullen in overleg tussen de gewesten en de Duitstalige Gemeenschap enerzijds en de Federale Staat anderzijds zowel kwantitatieve als kwalitatieve operationele doelstellingen worden vastgesteld, die op regelmatige tijdstippen worden opgevolgd en geëvalueerd.

§ 2. Elke overheid organiseert in haar schoot overleg met de sociale partners aangaande de aangelegenheden van onderhavig samenwerkingsakkoord.

Art. 4. Om de in artikel 3, § 1, vermelde doelstellingen te realiseren engageren de ondertekenende partijen zich ertoe de federale en de gewestelijke maatregelen maximaal op elkaar af te stemmen zodat ze elkaar aanvullen en elkaar versterken. Hierbij zullen volgende principes gehanteerd worden :

- Effectiviteit (wordt beoogde doelgroep en doelstelling bereikt);
- Efficiëntie (kosten-baten analyse);
- Eenvoudigheid (onder meer inzake administratie, procedures, uitbetalingsmodaliteiten, duidelijkheid) zowel voor gebruiker als voor het bedrijf als voor de overheidsinstanties;
- Transparantie;
- Zekerheid (onder meer duidelijke interpretaties, zekere toepassingsperiodes);
- Opvolgingsmogelijkheid (monitoring);
- Complementariteit.

Art. 5. § 1. De ondertekenende partijen engageren zich om bij de ondertekening van dit akkoord over te gaan tot de onmiddellijke oprichting van het Interministerieel Overlegcomité Sociale Economie, hierna genoemd het « Overlegcomité ».

§ 2. Het Overlegcomité is belast met :

- de uitvoering en de opvolging van het samenwerkingsakkoord, inzonderheid het uitvaardigen en opvolgen van kwalitatieve en kwantitatieve doelstellingen;
- het omzetten in uitvoeringsmodaliteiten en evalueren van de principes bepaald in artikel 4;
- de evaluatie van de uitvoering van het samenwerkingsakkoord en het geven van adviezen met betrekking tot de uitvoering van het samenwerkingsakkoord.

§ 3. In het Overlegcomité zetelen :

- voor de federale overheid : de Minister bevoegd voor Sociale Economie, de Minister bevoegd voor Werkgelegenheid, de Minister bevoegd voor Economie; de Minister bevoegd voor Consumentenzaken;
- voor de Vlaamse overheid : de Ministers bevoegd voor Werkgelegenheid, de Minister bevoegd voor Economie;
- voor de Waalse overheid : de Ministers bevoegd voor Werkgelegenheid, de Minister bevoegd voor Economie en Sociale Economie;
- voor de Brusselse overheid : de Minister bevoegd voor Werkgelegenheid en voor Economie;
- voor de Duitstalige overheid : de Minister bevoegd voor Werkgelegenheid.

§ 4. Het secretariaat en de ermee verbonden werkingskosten van het Overlegcomité worden ten laste genomen van de Federale Staat.

§ 5. Het Overlegcomité komt minstens viermaal per jaar samen en rapporteert rechtstreeks aan de bevoegde regeringen.

Art. 6. § 1. In uitvoering van artikel 1, § 2, verbinden de ondertekenende partijen er zich toe samen te werken op het vlak van de verzameling en de verwerking van relevante statistische informatie met het oog op een beter inzicht van de meerwaardeneconomie.

§ 2. Een werkgroep, samengesteld uit vertegenwoordigers van de ondertekenende partijen zal de modaliteiten van dergelijk samenwerkingsverband bepalen.

Art. 7. § 1. In uitvoering van artikel 1, § 2, 1°, verbinden de ondertekenende partijen zich ertoe gezamenlijke inspanningen te leveren ter versterking van sociale economie initiatieven. Hierbij zal aandacht gaan naar pro-actieve, indien mogelijk tijdelijke, ondersteuning van startende sociale economiebedrijven, de oprichting van specifieke incubatiecentra ten behoeve van sociale economie-initiatieven, de managementondersteuning en de informatieverstrekking.

§ 2. In uitvoering van artikel 1, § 2, 2°, verbinden de ondertekenende partijen zich ertoe gezamenlijke inspanningen te leveren ter versterking van het perspectief van de meerwaardeneconomie in het bedrijfsleven. Hiertoe zullen onder andere gezamenlijke impulsacties worden opgezet ter ondersteuning van vrijwillige innovaties inzake maatschappelijk verantwoord ondernemerschap en social auditing.

§ 3. De ondertekenende partijen zullen overleg plegen omtrent het inwerking stellen van een ondersteuningsmechanisme ten behoeve van de in § 2 genoemde projecten.

§ 4. De ondertekenende partijen verbinden zich ertoe bij de uitvaardiging van een regelgeving ter ondersteuning van de nabijheidsdiensten bijzondere stimulansen in te bouwen ter ondersteuning van de in artikel 1, § 2, 3°, bedoelde doelstellingen en aanvullende financiering te voorzien teneinde de universele toegankelijkheid van de dienstverlening te waarborgen en uitsluitend met erkende ondernemingen te werken.

§ 5. In uitvoering van artikel 1, § 2, 3°, en artikel 2, § 2, verbinden de ondertekenende partijen zich tot een versterking van de structurele samenwerking tussen de lokale werkgelegenheidsactoren.

Art. 8. § 1. Onder de voorwaarden bepaald in artikel 9 wordt voor het begrotingsjaar 2000 door de federale overheid een bedrag van 250 000 000 BEF voorzien ter cofinanciering van gezamenlijke inspanningen te leveren met de betrokken gewesten en de Duitstalige Gemeenschap volgens de volgende verdeling :

139 250 000 BEF of 55,7 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Vlaamse Gewest;

82 500 000 BEF of 33 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Waals Gewest;

25 000 000 BEF of 10 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

3 250 000 BEF of 1,3 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met de Duitstalige Gemeenschap.

§ 2. Onder de voorwaarden bepaald in artikel 9 wordt voor het begrotingsjaar 2001 door de federale overheid een bedrag van 500 000 000 BEF voorzien ter cofinanciering van gezamenlijke inspanningen te leveren met de betrokken gewesten en de Duitstalige Gemeenschap volgens de volgende verdeling :

278 500 000 BEF of 55,7 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Vlaamse Gewest;

165 000 000 BEF of 33 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Waals Gewest;

50 000 000 BEF of 10 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

6 500 000 BEF of 1,3 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met de Duitstalige Gemeenschap.

§ 3. Vertrekkend vanuit de middelen zoals vastgelegd in het begrotingsjaar 2001 wordt voor de periode 2002-2004 in functie van de beschikbare begrotingsmiddelen een financieel schema vastgelegd. Een evaluatie van de effecten van dit samenwerkingsakkoord zal worden gemaakt vooraleer deze begrotingsbesprekingen aan te vatten.

§ 4. Onverminderd het in artikel 9, § 3, bepaalde worden de in artikel 8, § 1, § 2 en § 3, bedoelde bedragen middels een koninklijk besluit aan de betrokken overheden overgemaakt op basis van afzonderlijke conventies. Deze zijn met het beheer en de verdere toewijzing van deze middelen belast. Per betrokken overheid kunnen meerdere conventies worden afgesloten.

§ 5. De verdeling van de middelen over bedoelde acties is indicatief en kan mits akkoord van de federale Minister, bevoegd voor Sociale Economie door het betrokken gewest of Duitstalige Gemeenschap worden herschikt indien kan worden aangetoond dat dit de realisatie van de in artikel 2, § 2 en § 3, bedoelde doelstellingen dichterbij brengt.

In voorkomend geval lichten de betrokken gewesten of de Duitstalige Gemeenschap de federale overheid voorafgaandelijk in over de geplande herschikkingen.

Art. 9. § 1. Over de periode 2000-2004 voorzien de betrokken gewesten en de Duitstalige Gemeenschap ter cofinanciering van de gezamenlijke inspanningen jaarlijks een ten opzichte van de begroting 1999 bijkomende financiële inspanning die minstens gelijk is aan het bedrag dat de federale overheid volgens de in artikel 8 bepaalde verdeelsleutel jaarlijks voorziet voor het in artikel 8, § 4, vermelde gezamenlijk programma in bedoelde periode.

§ 2. Het bedrag dat de federale overheid volgens de in artikel 8 bepaalde verdeelsleutel voor cofinanciering van de in artikel 8, § 4, vermelde gezamenlijke acties in de betrokken gewesten of de Duitstalige Gemeenschap in een gegeven begrotingsjaar van de periode 2000-2004 inzet kan nooit groter zijn dan de door het betrokken gewest of de Duitstalige Gemeenschap feitelijk gerealiseerde inspanning in dit begrotingsjaar.

Jaarlijks en dit uiterlijk vóór 1 juli wordt door de gewesten en de Duitstalige Gemeenschap aan de federale overheid een overzicht bezorgd van de voor het volgend begrotingsjaar voorgenomen inzet van financiële middelen.

§ 3. De feitelijk gerealiseerde inspanning van het betrokken gewest of de Duitstalige Gemeenschap wordt gecontroleerd op basis van de effectieve vastleggingen.

Jaarlijks en dit uiterlijk vóór 1 maart wordt door de gewesten en de Duitstalige Gemeenschap aan de federale overheid een overzicht bezorgd van de effectieve besteding van de middelen in het afgelopen begrotingsjaar.

§ 4. Wanneer de in § 3 bedoelde inspanning voor een gegeven begrotingsjaar in bedoelde periode lager ligt dan de in artikel 9, § 1, voorziene inspanning, kan de federale overheid in het daaropvolgend begrotingsjaar het in artikel 8, § 4, bedoelde bedrag verminderen met het verschil tussen dit laatste bedrag en de in artikel 9, § 3, bedoelde inspanning, tenzij het betrokken gewest of de Duitstalige Gemeenschap een gegronde reden kan aangeven voor deze situatie. Het overlegcomité zal hiertoe de nadere regels vastleggen.

§ 5. De besteding van de krachtens artikel 9, § 4, vrijgekomen middelen maakt het voorwerp uit van overleg tussen de betrokken overheden. Dit overleg vindt plaats in het kader van het Overlegcomité, zoals voorzien in artikel 5.

Art. 10. De ondertekenende partijen verbinden zich ertoe om met betrekking tot de overige financiële middelen die door hen worden ingezet ter ondersteuning van de in artikel 1, § 2, vermelde pijlers elkaar te informeren teneinde de in artikel 4 bedoelde principes te respecteren.

HOOFDSTUK III. — *Verbintenissen van de Federale Staat*

Art. 11. In uitvoering van artikel 1, § 2, 1° en 3°, verbindt de federale overheid er zich toe tijdens deze legislatuur de nodige maatregelen te nemen om te komen tot de correcte toepassing van de artikelen 41 en 42 van de wet van 4 mei 1999 met het oog op de ontwikkeling van de sociale economie. Het toepassingsgebied van deze maatregel, inzonderheid de erkenning van de eventueel in aanmerking komende operatoren, zal in gezamenlijk overleg met de betrokken partijen vastgesteld worden.

Art. 12. De federale overheid verbindt er zich toe om in samenspraak met de Duitstalige Gemeenschap en de Gewesten de toepassing van en de wetgeving inzake de rechtsvormen (v.z.w. of vennootschapswetgeving) en hun fiscaal regime te evalueren in het licht van de in art. 1, § 2, 1°, vermelde doelstellingen en de maatregelen te onderzoeken die het gebruik ervan in deze optiek bevorderen. Het is de Minister van Financiën die hiervoor zal instaan.

Art. 13. § 1. In uitvoering van artikel 1, § 2, 1°, verbindt de federale overheid er zich toe voor initiatieven in de sociale economie de toegankelijkheid tot de markt van overheidsopdrachten en de beroepen te vereenvoudigen.

§ 2. In uitvoering van artikel 1, § 2, 1° en 3°, verbindt de federale overheid er zich toe om de wettelijke mogelijkheden inzake de invoering van sociale clausules binnen het kader van de uitvoeringsvoorwaarden voor overheidsopdrachten te onderzoeken en een voorstel uit te werken.

Art. 14. § 1. In uitvoering van artikel 2, § 2, verbindt de federale overheid er zich toe middels specifieke conventies tussen de Federale Minister bevoegd voor Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie en de betrokken overheden, voor wie steeds optreedt de Minister bevoegd voor Werkgelegenheid en Sociale Economie, een activering van de bestaansminimumuitkeringen te realiseren ter cofinanciering van tewerkgestelde bestaansminimumgerechtigden en financiële steuntrekkers binnen deze programma's die door de diensten van de gewesten of de Duitstalige Gemeenschap worden uitgevoerd of onder het beheer ervan plaatsvinden en die belangrijke werkgelegenheidskansen bieden voor kansengroepen.

§ 2. In uitvoering van artikel 1, § 2, 1°, en artikel 2, § 2, verbindt de federale overheid er zich toe om ten behoeve van de terbeschikkingstelling van bestaansminimumgerechtigden en financiële steuntrekkers aan sociale economie initiatieven verhoogde staatsussonkomst te verstrekken. Het toepassingsgebied van deze maatregel wordt in gezamenlijk overleg met de betrokken partijen vastgesteld.

§ 3. In uitvoering van artikel 1, § 2, 1°, en artikel 2, § 2, verbindt de federale overheid er zich toe duurzame activering van de werkloosheids- en bestaansminimumuitkeringen tot stand te brengen voor tewerkstellingen binnen sociale economie initiatieven. Het toepassingsgebied van deze maatregel wordt in gezamenlijk overleg met de betrokken partijen vastgesteld.

HOOFDSTUK IV. — *Gezamenlijke verbintenissen van de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap*

Art. 15. De gewesten en de Duitstalige Gemeenschap verbinden zich ertoe om in het kader van hun bevoegdheden te voorzien in toeleiding en trajectbegeleiding om werkzoekenden en meer specifiek kansengroepen toe te leiden naar volwaardige werkgelegenheid.

Art. 16. In uitvoering van artikel 1, § 2, 1°, verbinden de gewesten en de Duitstalige Gemeenschap er zich toe om in het kader van hun bevoegdheden initiatieven te nemen om de toegang voor de sociale economie tot risicokapitaal en investeringskredieten te optimaliseren en bestaande structuren op dit vlak voor de sociale economie in voorkomend geval bij te sturen en waar nodig aan te vullen.

Art. 17. De gewesten en de Duitstalige Gemeenschap verbinden zich ertoe om de Openbare Centra voor maatschappelijk welzijn op het niveau van het werkgelegenheidsbeleid als volwaardige partner te erkennen. Hiertoe zullen gezamenlijk tussen vernoemde partijen, de lokale overheden of de representatieve organisaties voor de lokale besturen en de federale overheid afzonderlijke overeenkomsten worden afgesloten.

Art. 18. De budgettaire inspanningen die door de ondertekenende partijen in het kader van artikelen 8 en 9 van dit samenwerkingsakkoord worden genomen, kunnen tevens worden beschouwd als publieke cofinanciering in het kader van het Europees Sociaal Fonds en het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling.

Opgemaakt te Brussel, op 4 juli 2000 in 9 originele exemplaren (Nederlands, Frans).

Voor de Federale Staat :

Mevr. L. ONKELINX,

De Vice-Eerste Minister, Minister van Werkgelegenheid en Gelijke Kansenbeleid

J. VANDE LANOTTE,

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie

Ch. PICQUE,

De Minister van Economie, Wetenschappelijk Onderzoek en Stedelijk Beleid,

Voor het Vlaams Gewest :

R. LANDUYT,

De Minister van Werkgelegenheid en Toerisme

D. VAN MECHELEN,

De Minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media

Voor het Waalse Gewest :

S. KUBLA,

De Minister van Economie, K.M.O., Onderzoek en Nieuwe Technologieën

Mevr. M. ARENA,

De Minister van Werkgelegenheid en Vorming

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

E. TOMAS,

De Minister van Werkgelegenheid, Economie, Energie en Herwaardering van de Wijken

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

K.-H. LAMBERTZ,

De Minister-president, Minister van Werkgelegenheid, Gehandicaptenbeleid, Media en Sport